

Conférence de presse  
de M. Jacques Parizeau  
Le jeudi 23 août 1990

(Quatorze heures quatre minutes)

M. Charland: ...20 minutes pour les questions en français et, ensuite, on passera aux questions en anglais pour une dizaine ou une quinzaine de minutes.

M. Parizeau: Bien, très bien. Mais nous n'avons pas l'un d'entre vous pour présider, aujourd'hui?

M. Charland: C'est M. Saint-Louis qui me délègue de façon exceptionnelle.

M. Parizeau: Ah! M. Saint-Louis vous a délégué.

M. Charland: ...

M. Parizeau: Bien, vous l'avez lu. Pour gouverner.

M. Charland: Tout le monde est prêt.

M. Parizeau: Ma déclaration portera essentiellement sur la crise autochtone. Par la suite, si vous voulez, on pourra aborder la commission constitutionnelle, d'autres sujets, à votre gré. Mais je pense qu'il est nécessaire, quant à cette crise autochtone, de dire un certain nombre de choses, et de façon un peu appuyée. C'est dans ce sens que je vais dire les quelques mots qui suivent.

Les gouvernements fédéral et provincial, mais singulièrement le gouvernement du Québec, dégagent, surtout depuis quelques jours, une image de faiblesse dont je pense qu'il faut dire qu'elle est perçue par tous les Québécois. On commence à voir de plus en plus fréquemment des Québécois qui ont finalement honte de ce qui est en train de se produire. D'autres, les caricaturistes en particulier, rient. Je pense que ce changement de climat a

commencé le dimanche où on a vu un ministre fédéral, un ministre du Québec et le juge en chef de la Cour supérieure signer une entente avec un Warrior masqué. Quant on dit qu'une image vaut mille mots, c'est peut-être ça qu'on veut dire. Cette photo a fait le tour du Québec et a révélé, pour tous les Québécois, l'espèce d'abaissement dans lequel le gouvernement était tombé.

Depuis quelques jours, on sent très bien que cette impression qu'ont les Québécois que tout est en train de s'effondrer du côté gouvernemental provoque des gestes, des réactions qui sont, pour maintenant et pour l'avenir, dangereuses. On entend de plus en plus souvent parler, depuis quelques jours, de menaces entre les groupes, quand ce n'est pas d'agressions physiques. La situation à Oka et à Châteauguay, à cet égard, s'est détériorée singulièrement. Nous en arrivons à des cas flagrants de désobéissance civile. Ne nous faisons aucune espèce d'illusion, ce que des municipalités et des entrepreneurs de travaux publics sont en train de faire, c'est-à-dire de commencer le chantier de la 30, est un défi clair à l'autorité de l'État.

D'autre part, à d'autres endroits au Québec, on commence à comprendre que la faiblesse du gouvernement et la rentabilité perçue, en tout cas par les gens, qu'une manifestation armée, ça rapporte, sont en train de faire éclater, comment dire, des foyers, d'autres barricades, d'autres blocages, d'autres pressions sur un gouvernement qui, manifestement - comment dit-on en anglais - "is on the run". Je comprends tout ça. Je comprends bien... J'ai été assez longtemps dans le processus gouvernemental pour comprendre ça. Les gens de la rive sud de Montréal autour du pont Mercier sont exaspérés et parce qu'ils ont l'impression d'un gouvernement qui ne sait plus où il va, ils posent des gestes qu'on ne devrait pas trouver dans une société à peu près correctement organisée.

Moi, je n'ai jamais vu ça, dans notre société, des gens qui disent: Puisqu'un gouvernement n'est pas capable de s'adresser correctement aux Transports, nous allons commencer une autoroute. Je les comprends. Ça n'a pas de sens que ça dure à ce point et, surtout, ça n'a pas de sens que le gouvernement du Québec donne cette impression de faiblesse, où il est prêt à lâcher à peu près n'importe quoi. Ça, c'est dangereux pour l'équilibre d'une société, un gouvernement qui se manifeste comme étant trop faible.

Je comprends, d'autre part, ces groupes d'autochtones sur le chemin de l'Abitibi qui disent: Mais enfin, c'est le moment d'essayer d'obtenir le plus possible. Le gouvernement n'est pas capable de se... n'a plus d'épine dorsale. N'importe lequel d'entre nous les comprendrait très bien. Alors, nous ne sommes pas au gouvernement. Je ne peux pas, à l'heure actuelle, moi, suggérer telle ou telle voie, tel ou tel moyen, telle ou telle solution, pour une raison très simple, c'est qu'au fond, je n'en sais pas beaucoup plus, à peine plus, que n'importe quel lecteur de journal ou qui regarde les nouvelles à la télévision ou qui écoute à la radio.

Nous ne savons plus ce qui se passe. Nous n'avons plus aucune idée de ce qui se produit. Mais qu'est-ce qui se négocie à Oka à l'heure actuelle, si tant est qu'il y a des séances de négociation? Qu'est-ce que le gouvernement est prêt à accepter? Qu'est-ce qu'il est prêt à céder? Plus loin que ça. Qu'est-ce que les Mohawks demandent? Oui, oui, sur les demandes des Mohawks, vous publiez et nous commentons tous les jours des demandes qui changent tous les jours. Nous n'avons aucune espèce d'idée de ce que sont les vraies demandes et de ce que sont les vraies offres. Alors, il faut qu'on sache.

M. Bourassa refuse depuis quelques jours de dire ce qui se passe et il faut qu'il le dise. M. Bourassa doit parler. Comme chef du gouvernement, il doit être capable de dire aux Québécois: Mais qu'est-ce qui se passe? Il peut le faire directement. Je souhaiterais qu'il le fasse directement. Quand on est en face d'une crise qui prend une ampleur pareille, normalement, on s'attend à ce que le chef du gouvernement, périodiquement, puisse se présenter devant les gens et dire: Voici où nous en sommes et voici ce qui se passe. Si tant est cependant qu'il ne veuille pas nous mettre au courant de ce qu'il pense, de ce qu'il sait, de la perception qu'il a du dossier et de la connaissance qu'il a du dossier, alors qu'il accepte la convocation d'une commission parlementaire qui a été demandée par M. Chevette, il y a déjà plusieurs jours, et qu'au moins, vous, par le truchement de cette commission parlementaire, vous puissiez relayer ce qui se passe.

Je ne veux pas nécessairement une commission parlementaire destinée à chercher à souffler dans le cou du gouvernement les moyens de transformer une situation sérieuse en situation brillante, mais au moins, que cette commission parlementaire serve au gouvernement à dire aux Québécois: Voici où nous en sommes, voici ce qui se passe, parce que nous ne le savons plus.

Il faut qu'on sache pourquoi on dit que toute incursion sur le pont Mercier est impossible. Est-ce qu'on pourrait nous expliquer ça, en termes clairs? Est-ce qu'on pourrait nous expliquer exactement quelles sont les demandes et les offres dans cette espèce de négociation par hoquet qu'on peut avoir à Oka de ce temps-ci? Est-ce qu'on peut savoir quel est le véritable rôle de l'armée?

Beaucoup de gens ont été choqués par ces soldats qui allaient serrer la main des Warriors en face d'eux. Ça, on peut toujours mettre ça sur le compte d'une certaine inexpérience politique de chacun de ceux qui se trouvaient sur les barricades. Mais bougrement moins compréhensible est l'attitude du lieutenant-colonel Gagnon, je pense, d'un des bataillons du Royal 22<sup>e</sup> Régiment qui, à la télévision, va dire: Nous avons été leur serrer la main parce que nous les reconnaissons comme des militaires. Alors, c'est quoi? C'est un lieutenant-colonel de l'armée qui, maintenant, détermine le statut militaire ou non militaire de ceux qui se trouve devant lui. Pour beaucoup de gens, dont moi, les Warriors, c'est plutôt des terroristes.

Mais qu'est-ce que c'est? Cet État dans lequel nous vivons est en train de s'épivarder. Il est en train de s'étendre sur la table. Les Québécois ne sont pas des imbéciles. Ce sont même des gens plutôt sages; ce sont même plutôt des gens calmes. On l'a vu souvent dans le passé. Il faut leur parler vrai. Il faut qu'ils puissent savoir et il faut rétablir l'autorité de l'État québécois. Et ça, c'est entre les mains du premier ministre.

Le premier ministre, maintenant, parle. Ah! Pas parler pour dire qu'il annonce des avantages financiers additionnels pour tel ou tel groupe ou tel ou tel endroit. Bon! Ça, on a compris que le gouvernement est prêt à donner des avantages financiers. On n'est pas dans une campagne électorale. Le premier ministre n'a pas tous les trois jours à annoncer encore un peu de pognon quelque part. Il faut faire ça, bien sûr. Il faut payer des compensations, bien sûr.

Mais le rôle d'un premier ministre, à l'heure actuelle, ce n'est plus ça. C'est de dire aux gens: Voici ce qui se passe. Je vais vous expliquer. Qu'il le fasse directement ou bien qu'il le fasse par le truchement d'une commission parlementaire mais que nous sachions enfin ce qui se passe. Qui fait quoi? Qui négocie quoi? Après tout, c'est en notre nom que ça se fait.

Je termine ici par un commentaire sur la déclaration d'avant-hier, publié hier de M. George Erasmus, le président canadien des Premières

Nations. M. Erasmus, en appuyant l'ordre, le calme, en dénonçant la violence rejoint quelque chose qui me paraît fondamental depuis plusieurs semaines. C'est que le rôle des Warriors et le rôle de la violence dans ce dossier doit être dénoncé, non pas seulement par nous, mais par les chefs des autochtones clairement et il le fait.

D'autre part, la situation actuelle est à ce point tendue, à ce point sérieuse que M. Erasmus a demandé avant-hier qu'on lève les barricades en disant: C'est allé assez loin, ça! Enfin, il y a une semaine, j'avais demandé la même chose. Je pense qu'il est important pour la suite des événements que les Mohawks lèvent la barricade sur le pont Mercier. Je pense qu'il est important qu'avec toutes les difficultés que ça peut représenter, les autorités autochtones, aussi complexes soient-elles – et Dieu sait si elles sont complexes – entrent dans le sillage de ce que M. Erasmus a dit avant hier: Pas de violence. Nous devons poser des gestes qui ne mettront pas dans la tête des Québécois pour des années que la violence, ça rapporte. Parce qu'une société qui commence ça, qui se lance comme ça, n'est pas sortie de l'auberge. Voilà.

**M. Charland:** M. Girard.

**M. Girard:** M. Parizeau, je voudrais juste une précision sur votre déclaration concernant la crise autochtone. Vous avez dit qu'on commence à voir poindre des gestes qui sont des gestes de désobéissance civile très nette. Et vous avez donné comme exemple la mise en route d'une autoroute ou la construction d'une autoroute par des municipalités et des entrepreneurs. Vous avez fait état de la faiblesse du gouvernement et vous avez demandé qu'on rétablisse l'autorité de l'État au plus tôt. Est-ce que ça signifie que le gouvernement du Québec devrait mettre un terme aux travaux qui ont été entrepris illégalement par ces municipalités et ces entrepreneurs pour rétablir l'autorité de l'État?

**M. Parizeau:** Non. Enfin, ce n'est pas comme ça qu'on procéderait. Nous sommes devant une situation d'urgence et il n'y a aucune espèce de raison pour laquelle le gouvernement, se rendant compte depuis déjà un certain temps que la construction de ce tronçon de la 30 est inévitable, n'ait

pas immédiatement convoqué l'Assemblée nationale pour faire passer la loi qui est nécessaire pour faire ça.

Là, on s'est dit: C'est toujours la même chose. Il y a moyen de moyenner. Il faut une convocation spéciale de l'Assemblée nationale pour faire passer la commission constitutionnelle. Les tractations ne sont pas tout à fait terminées. Bon, quand ce sera terminé, on convoquera l'Assemblée nationale puis l'affaire de la 30, on roulera ça dedans. On roulera ça dedans. Mais c'est ne rien comprendre de ce qui se passe sur la rive sud que d'agir comme ça.

Cette question de la circulation, tout le monde... Peut-être moins vous autres, ici, à Québec. Mais, à Montréal, c'est clair comme l'eau de roche que ça crée des problèmes à des dizaines et des vingtaines de milliers de gens, des problèmes sérieux, graves, qu'on peut toujours absorber pendant une semaine, deux semaines ou trois semaines mais qui, à un moment donné, deviennent très sérieux.

Voulez-vous me dire ce qui empêche ce gouvernement de comprendre? Si ses hôpitaux étaient en grève et qu'il sentait le besoin d'avoir une loi spéciale, pensez-vous qu'il attendrait comme ça? Attention, là, non! Les hôpitaux, c'est considéré comme sérieux. Si le gouvernement ne bouge pas vite, il va se faire attaquer de toutes parts. Il y a une sorte d'insensibilité de ce gouvernement à l'égard de ce qui se passe sur la rive sud de Montréal, qui est extraordinaire. Il s'imagine qu'en allant promettre tous les trois jours un peu d'argent ici, un peu d'argent là et un peu d'argent là, il va régler le problème, il ne le règle pas.

**M. Girard:** Mais j'ai de la difficulté à comprendre pourquoi, en convoquant l'Assemblée nationale deux ou trois jours plus tôt que prévu...

**M. Parizeau:** Ah! Plus que ça. Aïe! Ça fait 15 jours qu'on le sait qu'il va falloir passer une loi pour la route 30.

**M. Girard:** Bien, à supposer qu'on l'aurait convoquée il y a 10 jours ou 15 jours, par exemple, pour passer la loi qui permet de sauter par-dessus les processus d'expropriation et les étapes du BAPE et tout ça, c'est un tronçon de 8,5 kilomètres à faire dès cet automne. En quoi cela aurait-il

amélioré la situation routière des gens de la rive sud? Ce tronçon, ils ne pourront jamais l'utiliser, nous a dit Vallières, hier, avant les neiges.

M. Parizeau: Je comprends ça très bien.

M. Girard: C'est psychologique. C'est uniquement psychologique, le geste.

M. Parizeau: Bien, pour l'avenir des événements, il n'est peut-être pas psychologique, mais vous avez raison. À l'heure actuelle, ce qui est important dans ce dossier, comme dans bien d'autres qui sont tous interreliés, c'est que le gouvernement puisse dire: Vous êtes mal pris. Il paraît évident qu'une solution qui va prendre un certain temps mais qui doit commencer dès le départ, c'est ça, je la fais. Écoutez, il faut quand même que les gens se sentent un peu protégés par leur gouvernement. C'est leur gouvernement.

M. Charland: M. Séguin.

M. Séguin: M. Parizeau, vous avez dit que ce qui se passe actuellement démontre bien que la violence rapporte et que le gouvernement doit poser des gestes. Quels gestes?

M. Parizeau: La première des choses, le premier geste qu'il doit poser, c'est de nous dire ce qui se passe. Moi, comme chef de l'Opposition, je vous dis que je ne suis plus capable de suivre cette situation. Je ne sais pas ce qui se passe. J'entends des trucs absolument contradictoires. Alors, si moi, je ne sais pas ce qui se passe, croyez-vous que le citoyen moyen le sait, lui? Normalement, je dois être, en principe, bien renseigné. Si je ne le suis pas, je me dis: Le reste de la population est dans quel état?

Quand une crise prend de l'ampleur comme ça... Écoutez, voulez-vous que je vous donne un exemple? M. Bush, à une toute autre échelle, a avec l'Irak, à l'heure actuelle, des problèmes extrêmement sérieux, comme nous le savons tous. Tous les jours, M. Bush, à l'heure actuelle, à la télévision, ou son porte-parole, nous indique où en sont les choses.

**M. Howell:** Il joue au golf.

**M. Parizeau:** Ça n'empêche pas de parler ça. On peut jouer au golf et mâcher de la gomme en même temps. Tous les jours, le président des États-Unis, qui est pris avec une crise autrement ample, fait rapport aux Américains et si ce n'est pas lui, c'est son porte-parole. Ils disent: Voici où nous en sommes aujourd'hui. Ne peut-on pas demander à notre premier ministre de faire la même chose?

**M. Séguin:** M. Bush fait face à un ennemi. Est-ce que vous dites que les autochtones sont les ennemis du gouvernement?

**M. Parizeau:** C'est les Warriors. Je vous dis qu'il y a une crise en Irak et il y a une crise au Québec avec Oka et les deux réserves Mohawks. Ça commence à avoir des répercussions de tous ordres. Pas mal de gens commencent à devenir très nerveux de la situation et on ne peut pas demander à notre premier ministre de nous mettre au moins autant au courant que le président des États-Unis est capable de mettre tous les jours au courant les Américains?

Pourquoi se cathe-t-il, M. Bourassa, exactement? Il dit: Je ne peux pas discuter de questions de sécurité sur la place publique. Mais de quoi pense-t-il que M. Bush parle tous les jours?

**M. Charland:** Mme Gallichan.

**Mme Gallichan:** M. Parizeau, ce matin à la réunion du caucus, votre M. Sondage, M. Lepage, était avec vous. Est-ce qu'il est possible de savoir quel ordre de grandeur... Par exemple, est-ce que les données qui sont à votre disposition présentement sont à l'effet qu'il y a un revirement de sympathie? La population, il y a encore quelques semaines, était sympathique à la cause amérindienne. Qu'est-ce qui se passe maintenant? Deuxièmement, est-ce que les gens craignent un bain de sang ou quelque chose du genre?

**M. Parizeau:** Bien, le sondage que nous avons examiné ne portait pas



spécifiquement là-dessus. Il y avait une question sur le taux de satisfaction dans la façon dont le gouvernement a géré la crise autochtone.

Mme Gallichan: Et c'était un...

M. Parizeau: Je vous assure que ce n'est pas fort.

M. Girard: Est-ce qu'on peut avoir les chiffres, justement, parce que c'est très intéressant et...

M. Parizeau: Pour cette question-là. Mais ça rejoignait essentiellement, mais en moins détaillé là-dessus, le sondage de Léger et Léger.

Mme Gallichan: Oui? Mais il n'était pas question, dans ce sondage, des questions que je vous ai posées, par exemple.

M. Parizeau: Non, non, non. Il y avait juste ça...

Mme Gallichan: D'accord.

M. Parizeau: Comment pensez-vous que le gouvernement de M. Bourassa a géré...

Une voix: La crise.

M. Parizeau: ...la crise autochtone? Non. C'est un sondage tout à fait récent sur les intentions de vote, le taux de satisfaction, etc., les questions habituelles. Et je vous avouerai que je trouve ça très bien, de mon point de vue.

Mme Gallichan: Oui? Alors...

M. Parizeau: Je ne me plains pas. Ha, ha, ha!

Mme Gallichan: ...quels sont les chiffres qu'on peut avoir? On a vos yeux là, mais...

M. Parizeau: Non, non. Ce serait beaucoup plus que ça. Alors, voilà, c'était... Excusez-moi, c'est la question 3. Je vais vous la lire puisque vous me posez la question: Quelle est votre opinion sur la façon dont le gouvernement actuel de M. Robert Bourassa s'occupe de la crise autochtone que vit actuellement le Québec? Diriez-vous que vous êtes très satisfait, assez satisfait, etc.? Alors, vous voyez: Assez satisfait et très satisfait, 17 %.

Une voix: 17?

M. Parizeau: 17. Peu satisfait, pas du tout, 76 %, 77 %.

M. Girard: Ça ressemble à Léger.

M. Parizeau: C'est Léger et Léger.

M. Girard: Ça a été fait quand, le sondage, M. Parizeau?

M. Parizeau: Entre le 14 et le 18 août. C'est tout chaud.

Une voix: C'est chaud.

Une voix: Vous avez dit que les Warriors étaient des terroristes. Beaucoup de personnes s'interrogent sur le statut des Warriors. Il y a même beaucoup de gens qui leur ont donné une certaine légitimité, que ce soit le gouvernement du Québec, en allant signer avec eux, finalement, une entente sur des préconditions. Et les négociations qui se font actuellement, se font, on peut dire aussi, avec les Warriors. À partir de ce moment-là, est-ce que vous seriez d'avis, étant donné que vous dites que ce sont des terroristes, qu'il ne devrait y avoir aucune négociation, d'aucune manière, entre le gouvernement du Québec et les Warriors, y compris ceux qui sont derrière les barricades, aucune négociation avec des terroristes?

M. Parizeau: Ça me paraît évident. Il y a des Mohawks, vous savez, et l'immense majorité des Mohawks ne sont pas des Warriors et ne sont pas des terroristes. Et avec ces Mohawks, mais Dieu sait si, dans le passé, enfin au moins quand on était au pouvoir, il y a eu des tractations. Mais est-ce que vous vous rendez compte de l'image qu'on donne aux Mohawks en disant: Quand il s'agit de signer, on va signer avec les Warriors? Quel est le message que vous passeriez dans une petite ville si, ayant une entente à signer avec le maire, vous signez ça plutôt avec la cellule des Hell's Angels, là-bas? Imaginez le message que vous passez!

M. Houle: Mais ça revient à dire, M. Parizeau...

M. Parizeau: Ça n'a pas de bon sens, des affaires comme ça, ça ne tient pas debout. Vous voulez dire qu'un ministre... Le juge en chef de la Cour supérieure, un ministre du Québec et un ministre d'Ottawa signent avec un gars en arme, masqué, un Warrior, et ils signent comme ça! Quand je vous ai dit, pour la première fois, que je trouvais que ces gens, les Warriors, étaient des terroristes, la plupart des journalistes que j'avais devant moi, le lendemain, ils ne m'ont pas traité de terroriste, mais tout juste. On était à ce point dans l'évolution de l'opinion publique où ça faisait absolument effrayant, ce que je racontais. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, moi? Trois semaines plus tard, ça ne sert à rien d'avoir peur de l'expression, tout le monde en est convaincu.

M. Charland: M. Saint-Louis.

M. Houle: Mais on peut... C'est arrivé souvent dans le passé, on peut négocier avec des terroristes. Quand les terroristes ont une partie du terrain qu'ils occupent et qu'ils dominent un peu la situation... Moi, la question que je vous posais, c'est: Est-ce qu'il faut négocier ou pas avec les Warriors?

M. Parizeau: Non, pas quand vous avez, d'autre part, une population qui, d'aucune espèce de façon, ne l'est. Encore une fois, imaginez le signal que ça veut dire quand vous vous trouvez devant une immense majorité de la population d'un lieu quelconque et, parmi eux, au fond, les menaçant de leurs armes autant qu'ils nous menacent de leurs armes, il y a un certain

nombre et un petit nombre de terroristes et vous dites: Je vais accepter de signer avec eux. Mais, mais, mais! Après ça, que Dieu nous protège!

M. Charland: M. Saint-Louis.

M. Parizeau: C'est épouvantable pour le gouvernement d'avoir fait ça. Que M. Bourassa vienne nous dire maintenant: C'était une malheureuse erreur, on est tombé dans une... M. Elkas dit: On est tombé dans un traquenard. Oui, mais c'est le gouvernement. C'est le gouvernement. Il n'y a pas de traquenard qui amenait M. Elkas à signer avec un Warrior. Devant les Warriors, s'il ne voulait pas signer, il n'avait qu'à ne pas signer. Qu'est-ce qu'un traquenard? Voyons! Qu'est-ce que c'est que ces choses-là? Est-ce que le gouvernement existe encore?

M. Charland: M. Saint-Louis.

M. Saint-Louis: M. Parizeau, si on suit votre raisonnement, vous dites que le gouvernement ne devrait pas négocier avec les Warriors. Donc, il n'y aurait pas de négociation puisque ceux-ci tiennent, sous leur coupe, les Mohawks de Kahnawake et d'Oka. Donc, comment régler la situation? Puisque les Warriors sont représentés à la table de négociation? Vous le dites vous-même: Ils tiennent sous leurs armes les populations... les Mohawks modérés. Alors, comment faire? C'est l'impasse.

M. Parizeau: Non, non, ce n'est pas l'impasse. C'est le jeu de forces. C'est le jeu de forces. Et quand je parle de forces, je ne parle pas de fusils ou de choses comme ça. Il faut que les Mohawks négocient et ils le savent. La caractéristique d'une crise, c'est que ça se termine. Toutes les crises se terminent. Une crise, ça s'arrête à un moment donné. Alors, avec qui voulez-vous l'arrêter? Il est évident que si, au départ, immédiatement, vous dites: Bon, très bien, moi, je suis... Amenez-moi tous les Warriors que vous voudrez, je vais négocier avec eux autres. Dans quelle situation placez-vous ceux avec qui vous pourriez peut-être avoir une négociation intelligente? Et c'est ça qui a été fait. C'est ça qui est épouvantable. Parce que, dans les premiers jours, on s'est imaginé que... Vous vous souvenez quand même... Je comprends que les choses évoluent vite. Rappelez-vous, il y a trois semaines,

un mois, on se disait, dans bien des milieux: Mais les Mohawks et les Warriors, c'est tout pareil. Les Warriors sont tout simplement le bras, le levier des Mohawks. Ça pris un certain temps avant qu'on se rende compte qu'entre pas mal de Mohawks et les Warriors, ce n'était pas la lune de miel. Ce n'était pas la lune de miel du tout. Mais on a fait cette erreur épouvantable de dire: On va faire comme si les Mohawks et les Warriors c'était pareil et on va commencer à signer avec les Warriors. J'imagine qu'il y a des gens qui doivent se mordre les doigts, à l'heure actuelle, d'avoir fait ça.

M. Saint-Louis: M. Parizeau, ma question principale maintenant. Il y a quelques instants, le début de votre exposé en réponse aux questions... Vous voulez que le premier ministre dise ce qui se passe, s'adresse à la population. La semaine dernière, si je me souviens bien, en conférence de presse à Montréal, vous sembliez passablement bien informé de la situation. Vous avez même dit que le premier ministre vous tenait au courant des développements. Et, depuis une semaine, vous... Les ponts sont rompus? Qu'est-ce qui est arrivé?

M. Parizeau: Ce n'est pas seulement ça, c'est... Oui, j'ai eu un "briefing" qui ne m'a pas appris grand-chose. Depuis ce temps-là, j'ai appris des choses qui rendent le "briefing" que j'ai reçu, non seulement pas pertinent, mais quasiment à côté de la "trac", au fond, enfin, disons, très partiellement vrai, si vous voulez et puis là, je ne sais plus. Je n'en sais pas plus que n'importe lequel d'entre vous.

Et ce que je vois cependant, c'est que cette espèce d'affaiblissement du gouvernement est en train de provoquer des tas de chose extrêmement dangereuses. On rentre dans une phase dangereuse, là.

Mais M. le premier ministre, pourriez-vous nous parler tous les soirs ou tous les deux jours ou par votre porte-parole ou par une commission parlementaire? Pourriez-vous être aussi franc avec nous que M. Bush peut l'être avec la population des États-Unis? Il est pris avec une crise pas mal plus importante que ça. Pourriez-vous nous parler pour dire autre chose que vous avez le per diem de 3 \$ ou je ne sais pas quoi.

M. Charland: Dernière question en français, Mme Blouin.

**M. Saint-Louis:** Mais pouvez-vous expliquer, M. Parizeau, pourquoi ce silence de M. Bourassa? Vous lui avez parlé au cours des derniers jours à plusieurs reprises, j'imagine, entre autres, sur la commission parlementaire. Est-ce que vous avez posé des questions précises sur la crise? Et qu'est-ce qu'il vous a répondu quand vous l'avez interrogé?

**M. Parizeau:** Oui, mais ce n'est pas de ça dont je parle. Vous pensez que je serais satisfait, à supposer que je lui pose des questions dans les conversations que nous avons, lors de la commission constitutionnelle, et on me dira: Voilà ce qui se passe; vous, vous le savez là. Vous êtes le seul à le savoir, mais ça va suffire.

**M. Saint-Louis:** Non, non, je suis d'accord avec vous. Je comprends fort bien. Mais est-ce qu'il répondait à vos questions? Est-ce qu'il vous donnait des réponses qui avaient de l'allure? Est-ce qu'il vous donnait du contenu?

**M. Parizeau:** Je ne sais pas, moi. Encore hier, oui, je lui ai posé une question sur quelque chose de très spécifique au sujet de la 30 et puis, j'ai reçu un appel un peu plus tard dans la soirée qui m'a donné effectivement une couple de renseignements assez précis, ponctuels. Mais ça, c'est moi tout seul là et compte tenu de la façon dont ça se fait, c'est peut-être utile pour ma gouverne, mais ça sert à quoi, ça pour la population du Québec?

**M. Charland:** Mme Blouin.

**Mme Blouin:** M. Parizeau, vous avez dit qu'il fallait à tout prix que l'autorité soit rétablie. Ça fait quelque 40 jours qu'on est en crise. Qu'est-ce qu'on peut faire maintenant pour rétablir l'autorité de l'État québécois?

**M. Parizeau:** Parler.

**Mme Blouin:** Oui, mais à part parler.

**M. Parizeau:** Parler vrai. Ah! À part ça...

Mme Blouin: Quel geste doit-on poser?

M. Parizeau: C'est à partir de là que ça va se rétablir. Il faut que les Québécois soient en face de leur premier ministre, qu'ils disent: Vous vivez une crise et voici comment ça se présente et voici où nous en sommes. Jeudi, voici comment ça se présente. Voici, par exemple, ce qu'on nous demande et voici ce que nous offrons.

À l'heure actuelle – qu'est-ce que vous voulez? – la plupart des Québécois ont l'impression que le gouvernement est en train de les lâcher complètement. Il va bien falloir qu'à un moment donné, on rende ces choses publiques. Écoutez, le président Bush peut, à l'égard du Führer de l'Irak, l'enguirlander autant qu'il faut, mais quand le président de l'Irak demande ou propose quelque chose, au moins, on le sait. Là, on ne sait plus rien.

Vous le savez ce qu'ils demandent, les Mohawks? On a des rapports contradictoires dans les journaux. On ne le sait pas! Mais vous savez ce que le gouvernement offre? On ne le sait pas. On n'a pas la moindre idée! Ça n'a pas de bon sens! On ne passe pas à travers une crise comme ça avec l'ensemble d'une population. Vous allez rétablir l'autorité du gouvernement dans la mesure où le gouvernement acceptera d'être respectable. Et pour être respectable, il faut qu'il le dise, il faut qu'il parle. Il ne faut pas qu'il aille se cacher.

M. Charland: Une dernière question.

Mme Blouin: Quel geste concret peut poser le gouvernement à l'heure actuelle, d'après vous, à part renseigner la population? Quel geste doit-il poser?

M. Parizeau: Commençons donc par voir comment il renseignerait la population? Tout d'un coup que les gens, comprenant les enjeux, se rangent assez facilement derrière tel type de démarche plutôt que tel autre type de démarche. On ne peut pas choisir des démarches. À l'heure actuelle, on ne sait pas ce qui se passera. Et qu'est-ce que vous attendriez de moi, que je tire d'un chapeau une démarche en particulier en vous disant: Ah! J'ai peut-être quelques renseignements privilégiés. Alors, c'est pour ça que je la

choisis plutôt qu'une autre. Vous réagiriez drôlement à la suite de ça. C'est exactement ça que le gouvernement a comme attitude, à l'heure actuelle. Vous ne tirez pas les démarches, vous ne parlez pas des démarches, vous n'expliquez rien. Vous n'indiquerez même pas ce que sont les enjeux! Ça ne vous frappe pas, vous, que toute cette affaire a commencé sur un bout de terrain de golf à Oka, que maintenant ce terrain est acheté? Donc que, normalement, l'origine de la crise est effacée. Donc, normalement, que tout ça devrait être réglé depuis déjà quelques semaines. Donc, il y a autre chose! Il y a autre chose que le terrain. L'autre chose que le terrain, c'est quoi?

M. Girard: Pour faire oublier Meech!

M. Parizeau: L'autonomie. Non, non, ça peut être l'autonomie des bingos, ça peut être... Je ne sais pas moi! Ça peut être bien des choses. Pourrait-on nous le dire?

M. Charland: Une dernière question en français, sur un autre sujet.  
M. Girard.

M. Girard: Oui, M. le Président, votre parti a tenu un caucus ce matin.

M. Parizeau: Oui.

M. Girard: D'ordinaire, on en profite pour faire un tour d'horizon politique avant la rentrée. Il y aura une séance spéciale de l'Assemblée nationale pour mettre sur pied une commission parlementaire constitutionnelle. Il y aura aussi la présentation d'un projet de loi dont on a parlé pour accélérer les travaux de la route 30 et vous avez probablement discuté également d'autre chose. Est-ce que vous pouvez nous donner un tableau de la position de votre aile parlementaire sur ces sujets? Comment voit-on la situation politique au Québec? Quelle sera l'attitude de l'aile parlementaire sur la commission constitutionnelle, sur la loi 30, bref...

M. Parizeau: J'ai fait rapport sur l'état des tractations quant à la commission constitutionnelle, à peu près tout est réglé. Il reste encore



certaines problèmes de dosage quant à la commission elle-même. Je ne parle pas des présidences ou du cosecrétariat. Mais, dans toute la commission, l'ensemble des postes de la commission, il y a une sorte de dosage qui apparaît à certains des députés du Parti québécois comme pas tout à fait satisfaisant.

Et c'est important, je pense, d'entendre cet écho, parce qu'il y aura encore des tractations cet après-midi et probablement encore demain sur ces derniers dosages dans la composition. Alors, ça arrivait à point nommer... Oui, par exemple, il y a une dimension sociale communautaire qui, à mon sens, ne sera pas suffisamment représentée là-dessus. La question de la représentation de ces milieux intellectuels ou artistiques qui est quand même importante, très importante au Québec, il faut essayer de faire en sorte que ce soit peut-être un peu plus solide que ça ne l'est à l'heure actuelle.

Alors, vous voyez, il y a, comme ça, certains équilibres qu'il faut chercher peut-être à améliorer dans la mesure où c'est possible. Alors, on a fait le tour de la question et pour tout ce qu'il y a de fils attachés, tout ce qui est réglé, etc., au fond, j'ai fait rapport, là.

Deuxièmement, nous aurons parlé longuement de la crise autochtone. Le point de vue des députés très éloignés de Montréal étant, à cet égard, particulièrement intéressant, parce qu'on se rend compte que des choses sont en train de sauter à cette occasion, de sauter ailleurs dont on voit passer les traces des fois dans les bulletins de télévision, à la radio ou dans les journaux, mais seulement des traces.

Là, l'atmosphère qui règne dans certains coins du Québec autour et alentour de la crise autochtone, partout où il y a des réserves, où il y a des conflits potentiels ou réels entre autochtones et le reste de la population, je me suis rendu compte ce matin que c'était passablement plus aigu que je ne l'avais vu jusqu'à maintenant.

**M. Girard:** Sur la Côte-Nord, notamment.

**M. Parizeau:** Pas seulement sur la Côte-Nord. Non, à l'heure actuelle, ce serait du côté de l'Abitibi.

**M. Girard:** L'Abitibi.

**M. Parizeau:** L'Abitibi, Laviolette, la Haute-Mauricie, tout ce coin-là, c'est potentiellement dangereux ce qu'il y a de ce côté. Alors, nous avons abordé certains sujets qu'ils n'ont pas fini de discuter, comment dire, plus immédiats et concrets. Qu'est-ce qu'on fait avec les Expos?

**Une voix:** Ah ouil

**M. Girard:** Qu'est-ce qu'on fait?

**M. Parizeau:** Bien ouil. Voilà! Vous me permettez, comme le disait la chanson, que je déballe mes outils. Je ne suis pas encore prêt, aujourd'hui, à faire une déclaration à ce sujet. On en a discuté, pas très longuement, mais il fallait discuter de certaines questions très immédiates. Puis, finalement, bien sûr, on a quand même mis en place les jalons pour cette session spéciale très courte qui va avoir lieu.

**M. Charland:** Première question en anglais, M. Routhier.

**M. Routhier:** Mr. Parizeau, Mr. Campeau, Mr. Bélanger appointed co-chairmans of the parliamentary committee, do you see the way it is shaping up? Maybe you could look into your crystal ball. Do you see it possible now with knowing the stripes of the two individuals? Do you see it possible that the commission will be able to come up with an unanimous report or do you see it breaking down as Lysiane Gagnon says this morning to confusion, dissension, chaos and that will be no further ahead in establishing Québec's position by the end of this. We will just have a whole bunch of views.

**M. Parizeau:** No...

**M. Routhier:** How do you see if breaking down? I know it is soon, but...

**M. Parizeau:** You know, there is no confusion in the clarification of the positions of various people. I think there is confusion in the article to which you refer. People who do not think the same are not confused. They

just happened not to think the same thing, but there must be a forum somewhere where that comes out and that forum will take place.

M. Charland: Mr. Singer.

M. Parizeau: Whether there will be a unanimous report or frankly if there was a unanimous report, I would be somewhat surprised.

M. Singer: What why?

M. Parizeau: Well, in the sense that the position of a certain number of members of that commission is well-known. For others, it is not. But, only on the basis of the well known positions of those who will be there, I would be surprised if they all agreed and that is not what we are looking for.

For instance, insofar, federal major parties would be represented and the Bloc Québécois. That would mean, as in Assomption, that Mr. Chrétien's representative, if I may say so, would probably on that commission find very hard to agree on the future of Québec with, say, Mr. Brassard. Ha, ha, ha!

Let us face it: we are going to organize a forum where positions will come out clearly. It is probably more important that this commission comes out with clear choices for Quebecers than to hope for an unanimous report.

M. Gauthier: Or a solution.

M. Parizeau: I agree that some will try, a number of people are trying to find a solution these days of the Yvon Deschamps' type: Un Québec souverain dans un Canada uni, the old pun of some years ago, but there is no future in that sort of thing. It is a good pun, but it is not a political philosophy.

M. Séguin: M. Singer.

M. Singer: Mr. Parizeau, let us get back to the Mohawks. You are very critical like many, of Mr. Bourassa's handling of the situation, but you

did not offer any constructive criticisms other than he said that he should talk and how constructive ... What can be done? Is he not sort of between a rock and a hard place to...

**M. Parizeau:** Well, let us try it to the last... I should say that. In the last press conference I had in Montreal, not here, some editorialists in Montreal that consider themselves as my adversaries, if not ennemies, had nice words about me for the time in their careers above the small gestures that I was suggesting. And, today again, I am not trying to be particularly spectacular.

This is a crisis that has been muffed now for a month and a half. When you are in a situation that is that muffed you will try to get out of it by small gestures, by significant gestures. And the first thing that has to be re-established now is the authority of the Government, and that is impossible as long as Mr. Bourassa does not come out, and not only once, and put people in his confidence: Here is how the crisis presents itself. We will never manage to get a solution accepted by a wide majority of people if we do not... if the Premier cannot be clear about where he is going, what he is being negociated, because over the last few days the impression among people is that the Government is collapsing, the Government is nowhere, the Government has no authority anymore. Its authority is challenged not only in Oka or on the Mercier Bridge. Its authority is now being challenged in a number of areas in Québec, by a number of people, by natives as much as white people. The first thing that we have got to re-establish is the moral authority of that Government.

**M. Sanger:** ...and a way that Government often re-establishes authority by force. Do you suggest... Is it time come for that yet?

**M. Parizeau:** I have not the foggiest idea because I do not know what the exact situation it is and because the Government will not say, as Mr. Bourassa has said repeatedly: I will not discuss question of securities in public. Well, he, therefore, can have no support for anything. I think that is a contrast on a very different plan, Mr. Bush, with respect to the Irak crisis. That man is sending any number of troupes in Saoudi Arabia at the present time. This is a major military shift on the part of the United States.

Mr. Bush, every night, either him or his spokesman, every night, put the Americans in his confidence, saying: This is how I see the thing, this is what happened today, this what I want to do tomorrow. Mr. Bourassa is hiding.

M. Charland: Mme Gross.

Mme Gross: Mr. Parizeau, I have to ask you again now... You were saying that you did not think that the Government should negotiate with the Warriors and one of the most damaging picture and all of this has been, the signing of the deal with the Warriors. I was wondering what you would suggest if you are saying you have not the foggiest idea whether force should be used, what would you suggest, other than Mr. Bourassa coming out and informing the public of what exactly is going on? You have been a major player in a government before, you are the Opposition Leader, what would you do in his position? I am sure that you have thought about that.

M. Parizeau: Of course, I do.

Mme Gross: And what would you do?

M. Parizeau: And I say, every three days... I have said, very quickly on this crisis and I said around me, when the first barrier went up on the Mercier bridge: They are going to play that crisis on the first six hours. That barricade should have been cleared immediately. It has not been.

Now, we are hearing about all kinds of things. A lieutenant general of the Canadian Army tells us: an attack on the bridge is unthinkable. Why? Why is it? Could somebody explain, please? Maybe he is right, maybe he is wrong; I do not know. A lieutenant colonel of the 22nd Regiment tells us: The reason why my soldiers shook Warriors by the hand is that I, a lieutenant colonel, recognize them as soldiers! My God! I had no idea that the military status of people like the Warriors was settled in the country like ours by a lieutenant colonel.

Une voix: Mister, will all due respect, you sound as though you really are suggesting that the army go in there and use force. You are saying that the Warriors are terrorists; you say that you cannot understand why people say an attack is unthinkable. You say that you have thought about what you would do. What would you do? Imagine that you were the Premier today, what would you do?

M. Parizeau: I would, first, try to know what is going on. I have no idea what they are negotiating in Oka. And you want me to make a choice between negotiations or an armed intervention. By I do not know what the state of the bridge is and I have no idea what they are negotiating. And you ask a question like that to me? If I was in Mr. Bourassa's shoes, I suppose I would be Premier. And, as Premier, I would like: a) to know, b) to tell and, maybe, c) to choose.

M. Charland: Une dernière question, M. Cox.

M. Cox: Mister, do you think that the rioters in Châteauguay should be prosecuted?

M. Parizeau: The rioters?

M. Cox: In Châteauguay. The people who went after the police and threw fire bombs. Do you think that they should face prosecution?

M. Parizeau: But what we are talking is damage to property. Yes, I am sure that when, you know, something has been done, that is not acceptable, in terms of wounding someone, somebody, or vandalizing a property, the law should be applied. I cannot refuse amnesty – and I think amnesty should be refused with respect to the Warriors – and, on the other hand, say: In the case of an exasperated population, the law should not be applied. The law is the same for everyone...

M. Cox: Sir, I just follow up on something...

**M. Parizeau:** On the other hand, you know, it has to be tempered by common sense. I certainly would not prosecute those who pelted the police with corn... Ha, ha, ha!

**M. Charland:** Dernière réplique, M. Cox.

**M. Cox:** Yes. It was just a follow-up on something that you said in France earlier about the consequences of this perception that the government is weak and you talked about that violence cannot be profitable. I wondered if you could express for me what you see as the consequences, when people do not think that anybody is really in charge anymore?

**M. Parizeau:** What is dangerous now is this perception that just about anything goes. I do not like the few examples of intra personal violence that we have seen in the last two or three days of people around half a dozen cars, heading each other over the head. I do not like this idea of people saying: We are going to stop or block the bridge at our end because at the other end, it is already blocked and, the hell, with consequences.

I do not like people saying we are going to redress what we think is a grievance of ours. We are going to block roads with total impunity, nothing will happen, that Government is too weak. When they see a minister arrive within a couple of hours and settle the question in an hour, saying: Well, all right! I mean, we told you for months, months and months that you had no grievance. We recognize that you have a enormous grievance and we are settling everything in the matter of... in a few hours.

I do not like to see municipal authorities participate into an operation that is one of civil disobedience. In spite of the fact that I recognize the exasperation and I have the outmost sympathy with these people, I do not like people taking things in their owns hands in all kinds of walks of life, saying that government has to all practical purposes cease to exist and, therefore, let us each of us settle our own problem. This is... For the present, it is a bit frightening; for the future, you know, it could be terrifying.

**M. Charland:** Merci.

(Fin de la conférence à 15 h 3)